



Madame Élisabeth BORNE
Première ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 30 mai 2022

Objet : Scène de consommation de crack du square Forceval

Madame la Première ministre,

Permettez-nous d'abord de vous adresser nos vœux, sincères et républicains, de succès pour notre pays dans la mission que le Président de la République vous a confiée. Nous connaissons la force de votre engagement et votre attachement à un partenariat constructif avec les élus locaux.

Vous avez pris vos fonctions dans un contexte très exigeant, avec de nombreux défis économiques et sociaux à relever, et des crises majeures, sanitaire et diplomatique, à gérer.

En tant que Maires du 19^e arrondissement de Paris, de Pantin et d'Aubervilliers, nous nous devons de vous alerter sur une autre crise en cours : celle du trafic et de la consommation de crack. Sachez que les habitants de nos territoires s'émeuvent et s'indignent d'en subir les conséquences en cascade. L'urgence des solutions à déployer doit être à la hauteur de l'urgence de la situation qui s'aggrave inexorablement sous nos yeux.

Le 24 septembre dernier, le Préfet de Police de Paris et le Ministre de l'Intérieur ont décidé sans concertation de déplacer trafiquants et consommateurs de crack - précédemment installés aux jardins d'Éole après plusieurs étapes depuis la dispersion du site originel de la porte de la Chapelle - vers le square Forceval, Porte de la Villette, au milieu de quartiers habités du 19^e arrondissement de Paris, de Pantin et d'Aubervilliers.

Les riverains, commerçants, acteurs économiques et culturels, agents des services publics vivent depuis dans la peur permanente des agressions qui ponctuent leur quotidien, subissent des intrusions régulières dans leurs immeubles, sont confrontés chaque jour à des scènes de prostitution et de violences entre usagers et trafiquants de drogues. Ils sont les cibles de la mendicité agressive générée par le trafic de crack omniprésent et sont exposés aux comportements incontrôlables de ces « grands brûlés de la drogue ».

...

...

Ils s'alarment – et c'est tout à leur honneur - de la dégradation physique et psychique de ces personnes en grande souffrance, prisonnières de leur addiction non soignée, comme souvent de pathologies psychiatriques non prises en charge, livrées aux mains des trafiquants qui tiennent le haut du pavé.

Les associations et collectifs de riverains, la RATP, les entreprises, les acteurs publics et culturels, les élus locaux, tous ont témoigné et alerté de l'urgence de mettre fin à cette situation apocalyptique et scandaleuse qui de toute évidence ne serait tolérée nulle part ailleurs que dans des quartiers populaires, sans doute jugés plus « résilients » en haut lieu.

Pour tenter d'atténuer les conséquences de cette situation, la Mairie du 19^e arrondissement et la Ville de Paris mobilisent des moyens d'intervention inédits dans leur ampleur, notamment en matière de salubrité, et parfois très au-delà de leur champ de compétences, pour assurer un début de suivi sanitaire et social des consommateurs de crack. Mais, malgré un accompagnement sur place des associations de Réduction des Risques mandatées par la Ville et l'ARS, nous touchons aux limites de ce qui peut être fait comme prise en charge sanitaire et sociale sur un site de trafic majeur au bord d'un boulevard urbain.

Il n'est pas possible de s'accommoder de cette situation et nous voulons rappeler avec force que le statu quo n'est pas et ne sera pas une alternative, que les habitants du 19^e, de Pantin et d'Aubervilliers n'accepteront pas d'être sacrifiés sur l'autel de l'indifférence et de l'impuissance. Ils n'accepteront pas davantage que les réseaux de dealers dictent leur agenda dans l'espace public. Nous devons pourtant constater que c'est le cas aujourd'hui.

Il revient donc à votre gouvernement, dans un partenariat renoué avec les élus locaux, de mobiliser les moyens d'intervention adaptés et de soulager les habitants.

Une prise en charge globale, sanitaire, médicale et sociale, des personnes fréquentant le square Forceval, en environnement hospitalier, à bonne distance de zones denses d'habitations de quartiers populaires et des zones de trafic et de consommation, est indispensable. Si la plupart des consommateurs présents sont désormais bénéficiaires d'un hébergement accompagné financé dans le cadre du plan crack, ils restent très présents sur le site Forceval. Couper le cordon ombilical entre dealers et consommateurs de crack reste un préalable pour assécher la scène actuelle et favoriser des parcours de sortie d'addiction.

Un repositionnement des services de police nationale Porte de la Villette, avec davantage de moyens pour pouvoir assurer efficacement la protection des personnes et des biens à proximité, doit devancer et accompagner ces solutions. Nos concitoyens ne comprennent pas comment le square Forceval a pu être transformé en un véritable « Drive-in du crack ». Ils s'interrogent également sur le niveau manifestement très insuffisant des effectifs de police déployés dans le secteur, et sur leur doctrine d'emploi.

...

...

Dans cet environnement oppressant, la RATP fonctionne déjà en mode dégradé sur la ligne 7. La station de tramway de la Porte de la Villette est devenue un no man's land. Les entreprises et commerçants installés dans le secteur de la Porte de la Villette et des Quatre Chemins perdent des clients, des fermetures d'établissements sont à craindre, et avec elles, des destructions d'emplois. Le secteur de l'évènementiel déplore une perte sèche de clients directement imputable au contexte sécuritaire et à la détérioration de l'attractivité du territoire, et subit les surcoûts générés par la sécurisation des établissements. Les salariés d'Universcience font part de l'extrême pression qui pèse sur ce site à forte fréquentation. Le directeur général de GL Events, qui exploite le Paris Event Center à proximité directe du square Forceval, a récemment alerté sur le péril économique qui menace leur activité évènementielle sur le site. Nous constatons de plus en plus un essaimage des situations d'errance de toxicomanes sur un périmètre élargi.

Les habitants sont dans l'incompréhension et souvent en colère face à une situation qu'ils attribuent, parfois injustement, à l'inertie des pouvoirs publics. L'ouverture d'un centre de soins pour toxicomanes annoncée récemment dans l'ancien hôpital Chardon-Lagache, est une bonne décision pour les quelques consommateurs déjà inscrits dans un parcours de soin. Elle ne résoudra toutefois pas la situation désastreuse du secteur de la Porte de la Villette et des Quatre Chemins.

L'ambiance déjà très lourde deviendra explosive sans une intervention rapide et coordonnée entre tous les services de l'État concernés, en lien étroit avec les collectivités locales. Nous espérons pouvoir compter, Madame la Première ministre, sur votre mobilisation pleine et entière ainsi que celle de vos Ministres pour faire du règlement de cette crise une priorité de l'action de votre gouvernement.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous rencontrer ou vous accompagner sur le terrain, et dans cette attente, nous vous prions de croire, Madame la Première ministre, en l'expression de notre haute considération.

Paris à Paris



François Dagnaud
Maire du

19^e arrondissement de Paris



Karine Franclet
Maire d'Aubervilliers



Bertrand Kern
Maire de Pantin

Copie à :

Madame Brigitte BOURGUIGNON, Ministre de la Santé et de la Prévention
Monsieur Gérald DARMANIN, Ministre de l'Intérieur